

GROUPE COMMUNISTE

COMPOSITION DU GROUPE

Jean CHATELAIS
Président du Groupe,
Membre des commissions
«Finances, Plan, Affaires
générales» et
«Environnement, Ruralité
et Agriculture durable»

Marie-Jeanne GOBERT
Vice-Présidente en charge
de la Jeunesse et des
Sports, membre des com-
missions «Jeunesse, Cultu-
re, Sports et Loisirs, Rela-
tions internationales, Coo-
pération décentralisée et
Droits de l'homme» et
«Formation tout au long
de la vie»

Pierre MOURARET
Président de la Commis-
sion «Aménagement du
Territoire, Transports et
Communications» et
membre de la commission
«Emploi et Reconversion
industrielle»

Jean-Claude FORAFO
Membre des commissions
«Développement économi-
que, Commerce, Artisanat,
Politique maritime et
Tourisme» et «Solidarités,
Politique de la ville, Loge-
ment, Santé et Handicap»

CONTACT

Pascale ELIE
Assistante du
Groupe Communiste
Conseil Régional de Basse-
Normandie
100, rue Basse
14000 CAEN

Tel/Fax : 02 31 95 61 54
Portable : 06 21 50 97 30
Mail : grou-
pe.pcf@wanadoo.fr

Si vous désirez recevoir
l'intégralité des interven-
tions, n'hésitez pas à nous
contacter.

La lettre des Elus Communistes du Conseil Régional de Basse-Normandie

CONSTRUIRE DURABLEMENT A GAUCHE

Sur le Budget Primitif 2006, le Groupe Communiste est intervenu comme l'année précédente pour que soit limitée la progression de la fiscalité, et notamment celle des ménages. Nous avons une nouvelle fois proposé que le recours à l'emprunt soit privilégié. C'est le choix qui a été fait, nous l'approuvons.

Sur la question des possibilités budgétaires de notre région, nous avons exprimé notre inquiétude.

En effet, la droite républicaine vient de passer dix huit mois à nous reprocher de ne pas avoir fait ce qu'elle n'a pas su faire en dix huit ans dans notre Basse-Normandie.

Est-ce à dire qu'elle serait restée inactive pour notre région pendant tout ce temps, hélas non !

En effet, durant ces dix huit mois, ses députés ne sont pas restés à ne rien faire, et ils ont avec toute l'UMP travaillé contre notre Région, contre les régions.

Comment peut-on reprocher aux régions de France d'augmenter leurs impôts alors qu'on les y

contraint. D'une part, le gouvernement opère des transferts non compensés, et d'autre part, il impose à toutes les collectivités une réforme de la taxe professionnelle qui privera notre Région bas-normande de 7 à 8 millions d'euros.

Comment mener une politique d'investissement nécessaire dans notre région en désengageant les entreprises de leur mission territoriale ?

Il est vrai que le budget de l'Etat voté par la seule UMP n'est pas à une contradiction prêt.

Alors que les caisses de l'Etat sont quasiment vides, comme en témoignent les retards d'investissements dans la réalisation du contrat de plan, retards qui bloquent toutes les collectivités, les députés UMP les vident encore plus en diminuant l'impôt, enfin celui des plus riches, en faisant cadeau par exemple de 250 millions d'euros pour 14.000 familles assujetties à l'ISF et en donnant 5 euros pour les salariés touchant la prime pour l'emploi ! Les 5 premiers groupes bancaires

ont engrangé 17,2 milliards de profits en 2005. Ils en ont redistribué 30 à 40 % à leurs actionnaires et c'est encore à ceux là que la droite va faire des cadeaux.

Il existe une solution aux problèmes de financement des collectivités locales, c'est de prendre en compte dans les bases des taxes professionnelles les actifs financiers des entreprises.

La gauche devra mettre cette réforme en œuvre pour permettre à toutes les collectivités de satisfaire les besoins d'investissements et de fonctionnements des budgets locaux.

Il faut y réfléchir à gauche, tous ensemble.

La satisfaction des besoins de notre Région, de nos concitoyens, que ce soit en terme d'emploi, de jeunesse et d'aménagement durable en dépend.

Une construction durable, à gauche, dans notre région pose la question fondamentale du financement de cette construction.

Jean CHATELAIS

LE MONT-SAINT-MICHEL DOIT RESTER PUBLIC

Les conseillers régionaux communistes ont toujours soutenu le rétablissement du caractère maritime du Mont-Saint-Michel. C'est un grand et beau projet. C'est un projet utile.

Nous avons pris connaissance de certaines déclarations sur sa dérive budgétaire. La majorité actuelle n'y est pour rien. Et sans doute, il y a eu de mauvaises appréciations et des chiffres sous-estimés. Je pense là au calcul du volume de sédiments à enlever, au lieu d'implantation du parking initialement prévu au nord et prévu d'être réalisé au sud, augmentant du même coup la durée du trajet et le coût financier. C'était sous la précédente mandature.

Malgré cela, nous continuons de soutenir ce projet à condition que l'on ne modifie pas sa structure et sa stratégie, et que l'on s'en tienne au projet initial.

Après expertise, le gouvernement a décidé de ramener l'enveloppe financière de 220 à 150 millions d'euros.

Nous ne sommes pas opposés à de possibles économies, mais nous sommes par contre en total désaccord avec l'interview donnée par le préfet au quotidien *La Presse de la Manche* qui pouvait ainsi titrer : « Travaux du Mont-Saint-Michel : des partenaires privés à la rescousse ». Le préfet de Région annonce un changement de stratégie dans ce dossier. Une partie des travaux (navette, parking) serait pris en charge par des partenaires privés. Il est totalement exclu que nous acceptions que soit passé dans le domaine privatif un équipement que relève du domaine et du bien public. Et cela pour 2 raisons :

- le Mont-Saint-Michel et les équipements qui vont avec font partie du patrimoine national et même mondial puisqu'il est ainsi classé par l'UNESCO. Il appartient donc à la nation et à son peuple. Donc pour des raisons qui tiennent à notre conception du bien public, nous serons farouchement opposés à toute gestion privative, à toute privatisation de ce joyau d'autant

que ce serait uniquement pour se substituer aux défaillances financières de l'Etat.

- la deuxième raison tient à l'idée que nous avons du tourisme. Les 3 millions de visiteurs qui fréquentent chaque année le Mont relèvent du tourisme familial et populaire. Il est parfaitement clair qu'à partir du moment où nous donnerions à une entreprise privée la construction et l'exploitation de la navette et du parking, alors le coût de la construction serait immanquablement répercuté sur le coût d'exploitation et le prix du trajet et du stationnement serait exorbitant pour le visiteur.

Ainsi, d'un tourisme familial et populaire, on passerait à un tourisme élitiste, ce que nous refusons.

Pour me résumer ; nous continuerons à soutenir le projet du Mont-Saint-Michel pour lui rendre son caractère maritime dans le cadre d'une stratégie conçue initialement et en aucun cas dans une nouvelle stratégie de privatisation.

Jean-Claude FORAFO

Les prises de position du Groupe

Réunification, répondre aux besoins de nos habitants

Pôles de compétitivité

Le groupe communiste s'est abstenu sur le projet contrat de pôle de compétitivité « Transactions électroniques sécurisées », non pas que nous soyons opposés foncièrement à cette structuration économique qui pourrait apporter beaucoup au développement régional, mais parce que la direction de ce pôle, qui va drainer des aides publiques colossales, est confiée en réalité au seul patronat, notamment France Telecom dont la politique de liquidation de 17.000 employés vient d'être annoncée.

Pour les mêmes raisons, sur le pôle « Filière équine », nous avons refusé que ce soit les « gros » qui dirigent.

Quel avenir pour nos territoires et ses habitants? Pourrons nous **mieux répondre demain aux besoins de nos habitants** avec une seule ou deux Normandie? Telle est pour nous la question essentielle à laquelle il nous faut répondre.

Les communistes ont depuis longtemps défendu l'idée du rapprochement des 2 Normandie. Déjà le 19 mai 1979, les 5 organisations départementales du PCF avaient organisé sous l'impulsion de Roland LEROY une grande manifestation à Caen pour « le maintien, le développement du potentiel économique et l'instauration d'un véritable pouvoir démocratique régional à l'échelle de la Normandie ».

Lors des dernières élections régionales, tous les candidats communistes des 2 cotés de la Seine ont fait campagne sur la base d'un seul et même « projet normand » qui met en avant les atouts originaux de nos 2 Régions **sur lesquels nous devons fonder le rapprochement des 2 collectivités.**

Partir du projet, c'est essentiel, à contrario, toute approche qui ferait passer au second plan ces aspects

pour ne prioriser que l'aspect institutionnel nous conduirait à l'échec et sans doute à briser la démarche engagée.

De même, poser en préalable la question de la capitale administrative, c'est à coup sûr, construire les conditions d'un échec à un éventuel référendum et tous ceux qui aujourd'hui nous poussent dans cette impasse devraient se souvenir que tous les référendums sur les institutions ont été rejetés par les électeurs. De Gaule en 1969, Sarkozy en Corse et Chirac lors du référendum sur la constitution Européenne !

Entre 1956 et 1972, la séparation de la Normandie a été organisée sous l'impulsion des deux hommes forts de l'époque, Michel D'Ornano et Jean Lecanuet, tout deux membre de l'UDF !

Le bilan que nous pouvons tirer de ces années montre que la Basse-Normandie a payé cher pour son développement cette séparation et son isolement.

C'est au nom même de ce choix d'un rapprochement des deux Normandie que nous pensons, qu'en l'état actuel, les bases proposées sont insuffisantes

pour lancer la procédure de référendum.

Il nous faut, sur la base des deux SRADT que nous élaborons et qui constituent la vision de chaque région à 20 ans, faire travailler ensemble nos différentes commissions, les deux CESR, les forces vives des deux régions pour approfondir les politiques communes et aller vers un SRADT Normand qui pourrait servir de base à un grand débat public.

Nous pensons que dans ce débat, pour aller vers une consultation populaire et démocratique nécessaire, les forces politiques doivent assumer leurs responsabilités, mener campagne sur leur position et des moyens doivent être dégagés pour ce faire.

Nous serons vigilants afin que ce débat pour la Normandie conserve sa richesse et la clarté des objectifs qui sont les siens, contre tout détournement politique qui ne servent pas les intérêts des femmes et des hommes de notre région.

Pierre MOURARET

Satisfaire les besoins de la Jeunesse et des Sports

Le budget 2006 du secteur « **Vie associative, Jeunesse et Sport** » s'inscrit totalement dans les objectifs et priorités de la Région. C'est un budget qui connaît une augmentation sur les 2 derniers exercices.

Le budget 2005 s'élevait à 2,850 millions d'euros, celui de 2006 est de 4 millions d'euros.

La politique engagée dans ce secteur concerne des milliers de jeunes, de citoyens de notre région. Elle doit contribuer à augmenter le nombre de pratiquants, de participants, et viser à améliorer la qualité de la pratique sportive.

L'action de la région doit s'orienter vers un meilleur soutien aux initiatives de formation, tant sportive que formation des cadres. Elle doit prioritairement soutenir et encourager le bénévolat si précieux pour la vie associative et leur dynamisme.

Alors que les structures de la vie associative n'ont pas toujours la capacité de répondre aux besoins des licenciés, de la jeunesse, le gouvernement poursuit dans sa politique d'économie.

La politique d'abandon de l'emploi, de fragilisation du service public, de pré-

carisation, se fait ressentir chaque jour un peu plus sur le Pouvoir d'achat des jeunes et des familles. Une situation qui pèse sur le paiement des licences et sur les recettes des clubs. Le budget du Ministère des Sports subit de nouvelles restrictions, les moyens destinés à l'UNSS (sport des lycéens) est en recul. Le secteur de l'éducation populaire quant à lui est au bord de l'asphyxie.

Or, une France laïque, égalitaire, a besoin du tissu associatif, du monde sportif pour que le plus grand nombre de jeunes, de citoyens apprenne le respect de la règle, le respect de l'autre y compris dans la défaite. La cohésion sociale n'est pas celle qui consiste à vouloir étouffer ou dissimuler les difficultés, les différences, mais bien celle qui permet une élévation du niveau d'éducation, de formation, d'intégration, et d'épanouissement. Autant de valeurs développées par de nombreux dirigeants, de nombreux bénévoles, par des sportifs dans le milieu associatif et qui pourraient trouver un nouvel essor si on acceptait de les écouter à tous les

niveaux de décision et de répondre à leurs besoins.

Les choix conduits dans le pays ne visent pas uniquement à faire des économies, ils ouvrent le secteur associatif à la logique de l'argent. Le monde sportif n'y échappe pas et chacun mesure les dérives en terme de violence, de santé, de chauvinisme, de racisme, même si notre région n'y est pas directement confrontée.

C'est avec cette réalité que nous tentons de définir les priorités de notre politique régionale, que nous portons des inflexions aux politiques précédentes.

Dans les actions nouvelles, quelques exemples :

- mise en place du Pass'Jeune avec des avantages tant pour la culture que pour le sport;
- création d'une ligne budgétaire pour la formation des bénévoles ;
- création d'une autre ligne en lien avec les politiques de la ville, pour encourager réellement les associations agissant sur des territoires spécifiques, difficiles, ...

Marie-Jeanne GOBERT

lors des Sessions Plénières

Schéma Régional de Développement Economique, l'intervention des salariés sera déterminante

Le vote de ce document se fait dans une période économique difficile pour les salariés. Le MEDEF soutenu par la politique de la droite joue la croissance et le profit contre l'emploi. Tout est bon pour le développement du taux de profit : diminution des charges sociales, de la taxe professionnelle, pression incessante sur les salaires, sur la masse salariale, délocalisations vers des pays à main d'œuvre à bas coût.

Cette politique économique est désastreuse pour l'emploi comme le montrent toutes les statistiques.

La politique des pôles de compétitivité, qui se met difficilement en place n'augure rien de bon, elle non plus, en matière d'emploi c'est la concurrence entre les territoires et les salariés qui est au cœur de ses politiques là aussi au service du profit financier.

Dans le même temps, nos concitoyens attendent de la croissance économique une croissance de l'emploi. Ils attendent une réorientation des politiques économiques, ils attendent que la gauche fasse pour l'emploi ce que la droite n'a aucunement l'intention de faire.

Cette attente de nos concitoyens doit nous guider dans nos choix.

L'exercice est d'autant plus difficile que notre Région n'intervient que sur les marges de la politique de l'emploi qui est essentiellement pilotée par l'Etat, par la droite, par le Medef avec pour objectif principal, comme nous le disions précédemment, l'accroissement du taux de profit de l'entreprise.

La question que nous nous sommes posée, Groupe Communiste, devant se schéma régional, c'est de savoir si nous pouvons trouver au travers de cette politique régionale des moyens d'infléchir cette politique de la droite, de la réorienter et de montrer ainsi

ce que pourrait être une politique de gauche tournée vers l'emploi.

D'abord, notre Région s'est dotée d'instruments de travail nouveaux et indispensables

Notre région s'est dotée d'un fonds régional qui nous semble pouvoir devenir un instrument de travail fondamental pour l'emploi et la formation. Le principe de l'avance remboursable acté déjà depuis quelques temps nous semble aussi important étant un instrument de travail en matière économique plus efficace à tout point de vue que la subvention.

Nous approuvons pleinement la mise en place de la mission régionale pour le développement économique et l'innovation dans laquelle seront présents tous les acteurs de l'économie.

Mais ce qui nous semble essentiel, c'est le principe retenu de la charte avec l'entreprise allié au souci collectif de développement durable.

Acter dans nos relations avec l'entreprise, dans le cadre de la démarche agenda 21 régional, un principe d'éco conditionnalité et de socio conditionnalité des aides aux entreprises nous semble répondre à une attente de nos concitoyens.

Les bénéficiaires d'une aide régionale seront invités à signer une charte d'engagement au titre de la création et du maintien de l'emploi, du dialogue social et de la transparence, de l'intégration au territoire du reclassement des salariés en difficulté et du respect de l'environnement.

Nous tenons à ce que ce principe de charte soit connu du monde du travail et que la socio conditionnalité soit effective notamment par la connais-

sance par les travailleurs des chartes signées entre la Région et leur entreprise, c'est à notre avis un garant important, par la transparence de nos engagements, de la participation de tous les acteurs de l'entreprise.

Il faut faire confiance aux salariés qui sont à notre avis le moteur et le garant essentiel de la réussite d'une politique de plein emploi.

Vous le savez, les communistes développent une idée de sécurité emploi formation qui permettrait à chaque citoyen tout au long de sa vie d'être soit au travail, soit en formation

Il nous semble qu'il serait possible de construire dans la transversalité avec la commission qui a en charge la formation tout au long de la vie des expériences constructives pour les travailleurs.

Ces constructions nouvelles pourraient se faire dans le cadre des chartes, avec la participation des organisations syndicales afin de redonner à l'entreprise son rôle moteur en matière d'emploi qu'elle n'aurait jamais du perdre.

Enfin, nous approuvons la place importante qui est faite à l'évaluation constante de nos politiques pour en suivre l'efficacité sociale et économique.

Nous sommes conscients qu'en matière de développement économique, les intérêts du monde du travail et du patronat sont antagoniques, un schéma régional ne résout pas le conflit mais il peut être un excellent outil de travail au service de l'emploi.

Jean CHATELAIS

Chacun a le droit à une formation de haut niveau

Le PRDFP revêt une importance particulière. Il va décider pour les années à venir de l'effort de la Région sur une de ses principales compétences, l'avenir de la jeunesse.

La situation des jeunes, des salariés en recherche de formation et de qualification est extrêmement complexe, trop souvent désespérante pour eux-mêmes et leurs familles. Ainsi, nous devons privilégier une évaluation régulière de notre dispositif, sous la responsabilité des élus, pour mieux répondre aux besoins.

L'efficacité de l'intervention de la Région sera d'autant plus forte que nous associerons nos efforts dans ce domaine à une exigence de reconnaissance des qualifications obtenues, à une exigence de salaires et de conditions de travail décentes, dignes de ce temps. L'investissement de la Région dans la formation sera d'autant plus efficace qu'il sera accompagné d'un effort financier des entreprises et des branches professionnelles pour que le droit à la formation de chacun soit respecté.

Des exigences à l'évidence en contradiction avec la politique de la droite et les désirs du patronat.

Nous partageons les orientations du PRDFP qui visent à l'élévation du niveau de qualification et réaffirment le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie. Nous partageons d'autant plus cet objectif qu'il converge avec le

concept et la proposition d'une « sécurité, emploi, formation » portée depuis longtemps par les élus communistes.

Le PRDFP doit porter un projet éducatif plus large, plus vaste, un projet à débattre dans cette assemblée.

Il y a besoin de clarifier le rôle et la place des collectivités locales, à défendre et à imposer une complémentarité positive avec l'Etat.

Ces dernières décennies, la formation professionnelle s'est développée sous la responsabilité des services publics de l'Education Nationale, avec entre autres la création des lycées professionnels...

Dans ces conditions, l'accès à la formation, aux diplômes, la reconnaissance des qualifications dans les conventions collectives et le droit à la formation étaient l'affaire de la société, de l'Etat et des pouvoirs publics. Aujourd'hui, sous l'impulsion de l'Union européenne, de la commission de Bruxelles, et dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, cette conception est remise en cause par le patronat et le gouvernement.

Ainsi, la formation professionnelle est considérée comme un moyen de compétitivité, de performance économique, de rentabilité.

Nous avons besoin d'y voir clair aussi sur l'orientation dont la compétence n'est pas transférée. Dans ce domaine, il faut agir en

complémentarité, notamment avec l'Education Nationale. Le choix de l'orientation pour les jeunes se fait souvent, soit à partir de la proximité de leur établissement, de leur lieu de résidence, soit à partir des matières dans lesquelles ils se sentent les moins faibles, soit à partir des moyens financiers de la famille. Une démarche qui conduit à un vrai problème au niveau de l'enseignement supérieur : pas assez de jeunes s'orientent assez tôt dans l'idée qu'ils pourraient aller dans l'enseignement supérieur.

Il faut créer d'autres outils pour compléter le PRDFP pour améliorer cette situation. Dans les conditions actuelles, avec la grave crise de l'emploi, conséquence du libéralisme à tout va, les discours sur l'entreprise et sur les enjeux de l'éducation vont bon train, comme si on voulait précipiter le jeune dans l'entreprise très tôt. Je réaffirme bien sûr de façon très forte l'opposition des élus communistes à l'apprentissage dès 14 ans et à la précarité, c'est un véritable recul de civilisation.

S'il n'y a pas d'amélioration, de véritable ambition, un véritable perfectionnement de l'orientation en fonction de l'intérêt des jeunes, on persiste, voire on augmente les inégalités.

Marie-Jeanne GOBERT

DOSSIER SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRADT)

PIERRE MOURARET

En charge de l'aménagement du territoire, je conduis, avec le Président de la Région, le travail d'élaboration du SRADT qui doit doter la Basse Normandie d'un projet à vingt ans de développement durable partagé.

Une volonté politique

Alors que l'action politique est aujourd'hui sommée de s'effacer devant la logique économique libérale, nous avons l'ambition d'agir pour trouver les chemins d'un avenir meilleur, solidaire et écologique pour tous les Bas-Normands.

A l'opposé du « laisser faire », le SRADT (Schéma Régional d'Aménagement du Territoire), ainsi que d'autres documents institutionnels tels que le contrat de plan ou les schémas de services, sont des outils de l'action publique pour développer une stratégie de développement durable, corriger les inégalités territoriales, faire face aux conséquences de la gestion ultra-libérale de la société et mettre en mouvement une autre conception du développement.

Le SRADT doit nous permettre de réfléchir collectivement à ces grandes questions :

Dans quelle société vivons nous ?

Quels sont les enjeux, les défis auxquels nous sommes et nous serons confrontés ?

Quelle société voulons nous collectivement bâtir ?

C'est aussi un outil pour l'action :

Que devons nous faire concrètement, institutions, entreprises, associations, syndicats, citoyens, ensemble et chacun, pour tenter d'y parvenir ?

Une démarche démocratique

Ce travail de prospective, nous voulons le faire avec tous les Bas-Normands. Car pour être utile, ce projet pour l'avenir doit être celui de tous les citoyens.

Notre objectif c'est de mettre en mouvement toute les forces vives et tous les habitants.

Un premier document qui servira de base au débat public est en cours d'élaboration. Il sera adopté par l'assemblée plénière début avril et sera suivi d'une longue période de débats, consultations, enquêtes, études, etc. qui durera jusqu'à fin 2007 et auquel chacun sera invité à participer.

Toutes les institutions seront consultées.

J'invite toutes les forces vives, les partis politiques, les syndicats, les associations à s'emparer du débat pour faire valoir leurs idées, à participer aux rencontres qui seront organisées par la Région, à m'écrire, à intervenir sur le site Internet mis en place à cet effet, à organiser des rencontres sur ce thème et je suis prêt à y participer si l'on m'y invite.

J'ai proposé aux deux groupes communistes de Haute et de Basse-Normandie un grand débat public qui se tiendra à Caen sur le thème « Et si les normand rêvaient ensemble la Normandie de 2030 ? » je vous y invite.

Fier d'être Normand, ouvert, ambitieux, accueillant, solidaire, tel est notre but.

Le point de vue des communistes

Les orientations proposées sont bien entendu le fruit de tout un travail qui a été soumis à une commission spéciale composée de tous les groupes de l'assemblée régionale. C'est aussi un document « martyr » qui va s'enrichir des apports du débat auquel notre groupe prendra sa part.

En s'appuyant sur le projet normand que nous avons proposé lors des élections régionales, nous insisterons sur plusieurs axes :

⇒ la jeunesse.

⇒ assurer le droit à l'emploi de qualité et bien rémunéré par le développement économique.

⇒ l'égalité hommes / femmes

⇒ pour l'égalité des chances, priorité à l'éducation et à la formation.

⇒ la solidarité pour ne laisser personne sur le bord de la route.

⇒ assurer l'équilibre territorial par la défense et le développement des services publics.

⇒ la qualité de vie par la culture, le sport, la défense de l'environnement.

⇒ exiger de l'Etat qu'il assure la solidarité nationale en dotant les Régions des moyens financiers nécessaires à leur développement.

Actuellement en cours d'élaboration, le projet de document stratégique préconise ainsi trois plans d'action complémentaires

1) A la conquête de la valeur ajoutée.

Qui ne se limite pas à la seule dimension économique mais qui englobe la dimension humaine, et pas seulement la recherche de la performance de l'entreprise.

⇒ L'accession de Caen au niveau européen

⇒ La pérennisation des spécialisations économiques de la région

⇒ L'ancrage des entreprises existantes et le développement d'activités nouvelles

⇒ La modernisation des entreprises, des secteurs d'activité, des territoires et des outils

⇒ La mise en place d'une vraie stratégie foncière

⇒ Développer la formation tout au long de la vie.

⇒ Le développement des formations

⇒ faire de la culture un moteur d'attractivité et de développement.

⇒ Bâtir une véritable filière du tourisme.

⇒ Développer une politique coordonnée d'entrée dans la société de l'information.

⇒ Faire savoir ce qui se fait de bien.

2) « mieux vivre en Basse-Normandie »

Qui couvre l'ensemble des thèmes et des données du développement du territoire.

⇒ Une politique d'aménagement du territoire repensée

⇒ Le développement d'une politique ambitieuse du logement et de l'habitat

⇒ Mener une politique de transport, rendant les meilleurs services aux habitants et préservant l'environnement.

⇒ Le développement de services de qualité adaptés

⇒ L'accompagnement des populations bas-normandes

⇒ Promouvoir des énergies de substitution.

⇒ La protection et la valorisation du patrimoine et de l'environnement

⇒ sensibiliser à l'éco-citoyenneté par l'éducation au développement durable.

⇒ La valorisation et le renforcement de la vie culturelle sur l'ensemble du territoire

⇒ La dynamisation de l'espace rural

3) Terre et mer d'Europe

Qui vise à valoriser la position européenne privilégiée de la Basse-Normandie.

⇒ construire une vraie porte d'entrée maritime.

⇒ La production d'une offre permettant de faire de la Basse-Normandie l'hinterland du Port 2000

⇒ Améliorer les connexions terrestres.

⇒ Améliorer les connexions aériennes.

⇒ La valorisation du caractère maritime de la Région

⇒ L'ouverture de la Région sur l'espace Nord-Ouest européen

⇒ Développer des coopérations décentralisées.

⇒ Renforcer les coopérations interrégionales.